

# La semaine scolaire dans l'école primaire française

## Réalités et argumentaires.

Parler de rythmes scolaires en France revient souvent à exprimer des positions de principe concernant l'organisation de la semaine à l'école primaire publique (les contraintes réglementaires sont plus souples pour l'enseignement privé). L'enseignement secondaire procède d'une autre logique d'organisation et de communication. Le calendrier de l'année scolaire « à la française » est identifié comme problématique depuis longtemps, mais on observe peu de modifications significatives, exceptée l'invention d'une nécessité de coupure par deux semaines de vacances dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres. (Le sujet mériterait une analyse spécifique)

Les prises de position actuelles semblent se focaliser sur la question de savoir s'il est mieux de rester à une semaine scolaire sur 4 jours et demi ou de revenir à une semaine scolaire de 4 jours d'enseignement pour l'école primaire. (Pour les écoles qui n'ont pas déjà choisi le retour à la semaine de 4 jours en septembre 2017 en réagissant instantanément à la circulaire de juin 2017...)

L'actualité du débat se trouve dans la liberté redonnée aux écoles et aux municipalités de demander le retour à une organisation sur 4 jours, ou de garder l'organisation sur 4 jours et demi qui avait été imposée comme seule possible par la loi sur « *la refondation de l'école* » de M. Peillon en 2013. (Souvent on oublie que l'institution de la semaine de 4 jours scolaires par M. Darcos en 2008 laissait la possibilité d'une organisation en 4 jours et demi, que la très large généralisation de la semaine de 4 jours a été le résultat des choix localement opérés, et que plus d'un tiers des écoles fonctionnait déjà en régime dérogatoire sur 4 jours avant cette circulaire Darcos).

Un rappel historique n'est sans doute pas inutile :

- Depuis Jules Ferry jusqu'en 1968, l'école primaire comportait 5 jours de classe les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi à raison de 6h de classe par jour, 3h le matin et 3h l'après-midi évoluant parfois jusqu'à 4h le matin et 2h l'après-midi, avec pause durant 2h à midi.
- En 1969, le samedi après-midi a cessé d'être un temps d'enseignement. Le temps scolaire élève est ramené à 27h/semaine, les enseignants disposant des 3h libérées pour leur formation continue.
- Après le déplacement de la coupure de mi-semaine du jeudi au mercredi en 1972, un nouveau pas significatif vers la disparition du samedi enseigné a lieu à la rentrée 2008 : le temps de service des enseignants en classe passe à 24h, ce qui est réalisé par la disparition complète d'un samedi enseigné sur trois, réalité historique très largement oubliée...
- Par ailleurs, depuis 1987, de nombreux dispositifs dérogatoires (contrats bleus, après-midis sans cartable, semaine de 4 jours avec réduction des jours de vacances par exemple) ont existé localement et ont souvent bien fonctionné.

## Des signes qui interrogent ...

La première étrangeté qui attire l'attention c'est l'abondance des plaidoyers pour les vertus de la semaine de quatre jours et demi avec mercredi matin en classe. (L'éventualité d'un retour au samedi en classe est largement passée sous silence)

Les arguments reprennent souvent ceux avancés en 2013 pour justifier la décision d'imposer le fonctionnement scolaire obligatoire du mercredi matin :

### **- *Le matin est plus favorable aux apprentissages que l'après-midi...***

Cette affirmation ignore manifestement la diversité des situations d'apprentissage pour enfants de 3ans (2 parfois) à 11ans... La justification implicite se trouve peut-être dans la référence faite (attribuée à des spécialistes des « rythmes biologiques », avec des extrapolations très discutables des situations expérimentées) à des périodes favorisantes pour une attention soutenue : concevoir

sur ce seul paramètre la pratique de l'enseignement relève d'une méconnaissance inquiétante des réalités de l'école. Si ce paramètre avait un niveau suprême de pertinence, il aurait fallu retenir un schéma d'enseignement le matin (allongé jusqu'à 13 voire 14h), qui existe d'ailleurs dans certains pays... Problème : les repères donnés par les enquêtes internationales ne permettent aucun lien significatif entre la qualité des apprentissages et l'organisation de la semaine scolaire, même de ce type.

**- Faire classe le mercredi matin permet de raccourcir le temps scolaire des 4 autres jours, et rend la semaine scolaire moins fatigante...**

Il est incroyable que cet argument soit encore utilisé de cette manière, puisque sur ce point les avis des enseignants, des parents et des élèves signalent majoritairement le caractère infondé de cette affirmation, et indiquent même souvent l'augmentation de la fatigue perçue ! Là encore, une conception mécanique d'un schéma scolaire « fatigant » perturbe toute analyse de la réalité scolaire. Il faudrait s'interroger : comment a-t-on pu passer d'une semaine de 30 heures de classe dans une école qualifiée de « libératrice », de « moteur de l'ascenseur social », à une semaine scolaire de 24 heures « fatigante » accusée d'« apprentissages inefficaces »...

## **Une réalité pourtant évidente**

**- Les enfants des écoles sont en général l'enfant de quelqu'un...**

La manière expéditive de se référer à la semaine scolaire pour justifier de la perturbation des périodes quotidiennes de sommeil selon que le lendemain il y ait classe ou non confond un lien statistique avec une conséquence obligatoire : l'équilibre de la vie de l'enfant dépend d'évidence des nécessités et habitudes familiales, et de la réalité de l'environnement de l'enfant. Ce paramètre de sommeil suffisant est important car le plus consistant dans l'argumentaire se référant aux « rythmes biologiques ». Évidemment, les pratiques sociales familiales sont importantes ; elles accompagnent le développement de l'enfant selon des modalités diverses, pas toujours selon le modèle dominant ou souhaité, et ne seront jamais gommées par un fonctionnement scolaire ou institutionnel.

Ce n'est pas un argument pour demander à l'école de répondre à toutes les questions légitimes posées par une société aux pratiques très diverses...

Et où placer l'envahissement grandissant des écrans ?

**- La demande de dispositifs collectifs d'encadrement des enfants ne cesse d'augmenter.**

L'école est restée pendant longtemps le principal temps de prise en charge extra-familiale des enfants. Les missions confiées à l'école publique dans ce cadre étaient identifiables tant pour les familles et les enfants que pour les enseignants.

Aujourd'hui, il est demandé aux collectivités locales d'organiser une extension globale des dispositifs d'accueil des enfants : restauration scolaire et temps non-scolaire entre matinée et après-midi, temps après la classe le soir, parfois avant la classe le matin, sur temps de « petites » vacances et parfois même durant les grandes vacances tout cela devant être compatible avec les transports scolaires s'il y a lieu ...

Cette consommation grandissante de formes institutionnellement pilotées de garde d'enfant a bien sûr un lien avec les pratiques sociales, le mode de vie des parents ; les contraintes de travail sont un des paramètres, mais pas le seul.

Les institutions elles-mêmes ont fortement contribué, y compris financièrement, à l'extension de l'offre qui devra se professionnaliser et son coût augmenter.

Tous ces dispositifs se doivent de revendiquer une dimension éducative ; ne pas le faire conduit à risquer de se priver des sources de refinancement permettant leur fonctionnement ce qui conduit à devoir respecter des contraintes d'encadrement et de fonctionnement (références des adultes, taux d'encadrement, cadre élargi de l'offre, sécurité ...)

Il en résulte déjà parfois un brouillage inquiétant entre un temps scolaire surtout s'il est qualifié de « fatigant » (*rébarbatif mais inévitable*, si on osait l'écrire) et de dispositifs périscolaires « récréatifs » et « culturels » ... Dans certains textes, on peut se demander si les activités sportives, les pratiques artistiques et de nombreux domaines d'ouverture culturelle ou de gestion

de projets relèvent encore de l'enseignement scolaire ! Et quand tout se passe dans les mêmes locaux scolaires, l'identification positive du temps scolaire peut être perturbée.

La légitimité du financement important des structures périscolaires interroge évidemment le milieu scolaire aussi, et son propre financement.

**- Même conception de la semaine scolaire de 3 parfois 2 ans jusqu'à 12 ans...**

L'école primaire française comprend l'école maternelle, et le personnel enseignant a la même qualification professionnelle en maternelle et en élémentaire. L'équivalent n'existe pas dans la quasi-totalité des autres pays, la qualité des acquisitions scolaires ultérieures n'étant d'ailleurs pas impliquée par le mode d'accueil préscolaire. L'école maternelle française porte une histoire pédagogique passionnante qui aurait dû la conduire à une prise en compte fine de la réalité du développement des enfants accueillis. Au lieu de cela, on constate un envahissement de principes scolaires plus adaptés à des enfants plus âgés et très peu respectueux des différences de développement.

Dans ce contexte, certes le caractère identique de l'organisation horaire semble pratique pour les familles ayant des enfants en maternelle et en élémentaire au même endroit, certes il restera les récréations allongées et la sieste, des locaux plus ou moins spécifiques, des familles aménageant elles-mêmes le temps de présence scolaire, mais la priorité, de fait, n'est pas mise sur les besoins de l'enfant, mais sur enseigner, évaluer, rendre conforme...

## **Conclusion provisoire**

L'organisation de la semaine scolaire à l'école primaire relève d'abord d'une modalité de fonctionnement social plus ou moins adapté. Vouloir justifier telle ou telle organisation par l'intérêt de l'enfant ou la qualité des apprentissages est a priori suspect au vu des éléments connus. Le caractère indispensable d'une modalité unique est abusif. Des expériences remarquables ont été conduites selon des modalités différentes. Si le développement d'activités périscolaires brouille le temps scolaire et le rend encore plus caricaturalement scolaire, la perte pédagogique sera immense.

Quatre jours ou quatre jours et demi est une question d'actualité obligatoire pour les enseignants, les enfants et leurs parents, les municipalités. Sa légitimité se trouve dans l'urgence institutionnelle à corriger des décisions univoques, non dans des éléments nouveaux relatifs à une réalité complexe.

Le développement de l'enfant comme l'exercice du métier d'enseignant gagnent à une vie scolaire apaisée, avec des temps collectifs et des temps individuels, des moments d'attention soutenue et des moments de calme physique et mental, le matin comme l'après-midi, et la possibilité parfois de l'émerveillement du désir de savoir et l'eureka du comprendre.

**Charles MORITZ** retraité, ex instituteur et enseignant de mathématiques

*Il a été inspecteur de l'Education nationale pendant plus de 25 ans : le privilège d'avoir pu voir fonctionner des milliers de classes avec de vrais enfants et de vrais enseignants, des centaines de conseils d'école et de maîtres... et dialogué avec de très nombreux parents et des équipes municipales diverses...*

*Illkirch Graffenstaden, janvier 2018*

**1<sup>e</sup> trimestre 2018 L n° 80**

**Ref. : Education**